

La loi antiterroriste ne doit pas oublier les porteurs de valises du djihadisme



Jadis on les appelait les porteurs de valises. Ces Français qui s'étaient délibérément mis au service du FLN pour collecter et transporter des fonds, voire fabriquer des faux papiers pour le compte des terroristes algériens.

Soixante années plus tard, va-t-on revivre le même cauchemar, non plus en Algérie, mais désormais en France ? A lire et à entendre certains propos d'intellectuels, de journalistes, de syndicalistes, d'hommes politiques ou de responsables associatifs c'est la même dialectique, les mêmes arguments, parfois les mêmes mots que ceux qui étaient employés à l'époque par les ennemis de la France pour justifier leur combat.

Oppression, discrimination, racisme, fascisme, islamophobie. Tout est bon pour stigmatiser l'adversaire idéologique. C'est-

à-dire celui qui ne considère pas que le musulman est forcément une victime de la société à qui on peut, on doit même tout pardonner. Manuel Valls peut en témoigner. « *Quand, Premier ministre j'ai dit à propos du terrorisme islamiste qu'expliquer c'est déjà commencer à excuser, j'ai été la cible d'une déferlante médiatique, universitaire, intellectuelle...!!Je visais simplement ceux qui, à longueur d'articles, de tribunes et sur les plateaux de télévision, s'évertuaient à trouver des circonstances atténuantes aux djihadistes* » (Le Figaro magazine, 6 et 7 octobre 2017).

Dans le collimateur de Valls, Laurent Joffrin, directeur de *Libération* pour qui parler « *identité* », « *racines françaises* » c'est « *taper sur les musulmans* », ou encore Edwy Plenel, cofondateur de *Médiapart*, qui, dans son livre *Pour les musulmans* paru en 2014, dénonce toutes les critiques contre l'islam et ses extrémistes comme des attaques racistes contre les musulmans.

Carrément dans la complicité

Là on n'est plus dans l'excuse ni même dans la complaisance vis-à-vis des actes de terrorisme, mais carrément dans la complicité. « *Il épouse la stratégie de l'islam politique jusqu'à en devenir une pièce maîtresse pour son enracinement en France* », accuse Nasser Ramdane Ferradj, ancien vice-président de SOS Racisme, aujourd'hui à la tête du Collectif des musulmans progressistes et laïques.

L'ancien militant trotskiste de la LCR est en cela dans la continuité idéologique d'un Jean-Paul Sartre. Favorable à l'indépendance de l'Algérie, le philosophe communiste, porteur de valises du FLN, saluait en ces termes les attentats terroristes visant les Pieds-Noirs : « *Abattre un Européen c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre.* »

Quelques décennies plus tard, les mêmes ennemis de la France, infiltrés dans des associations, sous couvert d'action sociale, de soutien scolaire ou d'animation culturelle, poursuivent inlassablement leur propagande islamiste de victimisation des musulmans. Une obsession malade chez Houria Bouteldja, la fanatique porte-parole du PIR (parti des Indigènes de la République) qui voit toujours dans la France « *un État colonial* ».

La menace islamiste aujourd'hui, ce n'est pas seulement dans les mosquées radicales qu'elle se trouve. Cette cinquième colonne qui va du salafisme aux Frères musulmans est présente partout dans notre pays. La loi antiterroriste qui prévoit de fermer les lieux de culte dans lesquels « *les propos qui sont tenus, les écrits, idées ou théories qui sont diffusées ou les activités qui s'y déroulent provoquent à la violence, à la commission d'actes de terrorisme ou font l'apologie de tels actes* » est beaucoup trop restrictive. Elle doit s'étendre à tous lieux publics ou semi-publics, écoles, centres de loisirs, maisons de quartier, etc., qui ne respecteraient pas une stricte neutralité politique et religieuse. Mieux vaut prévenir les menées subversives des islamistes et de leurs complices. Car, guérir, c'est-à-dire « *déradicaliser* », l'expérience prouve qu'on ne sait pas faire !

Alain MARSAUGUY